

«Les tours du PAV? C'est une vision passéiste de la modernité»

Urbansime Une pétition munie de près de 1000 signatures est déposée contre le projet de tours d'une hauteur de 170 mètres et plus dans le quartier de l'Étoile.

Cathy Macherel

L'association SOS Patrimoine CEG (Contre l'enlaidissement de Genève), appuyée par d'autres associations militant pour la sauvegarde du patrimoine bâti, monte au front contre le projet de tours à Genève. Une pétition munie de près de 1000 signatures a été déposée mardi auprès du Grand Conseil contre un projet qualifié de «mégalomane».

Dans le cadre du développement du secteur Praille-Acacias-Vernets (PAV), 36 tours pourraient voir le jour ces prochaines décennies, dont deux gratte-ciel de 170 et 175 mètres. Le Conseil d'État avait validé en septembre dernier le projet de ces deux tours, qui va «marquer l'évolution de la silhouette urbaine de Genève et symboliser une ville contemporaine qui se réinvente, sans étatement ni rupture».

Changement de paysage à Genève

Une nouvelle *skyline* qui correspond au statut de Genève, devenue une métropole, et toujours en besoin de logements, soulignait aussi Antonio Hodgers, alors encore chargé du Département du territoire. Il est prévu que les deux tours abritent 70% de logements, des activités et des terrasses panoramiques ouvertes au public.

Pour Leïla el-Wakil, présidente de SOS Patrimoine CEG, ce projet est inapproprié: «Ces tours, si elles se construisent, vont défigurer le paysage genevois, et elles ne répondent en rien aux besoins de la population», dit-elle.

À celles et ceux qui estiment que les défenseurs du patrimoine veulent mettre Genève sous cloche, refusant toute évolution, l'historienne de l'architecture répond que «cela fait un bout de temps que les gratte-ciel ne sont plus un emblème de modernité; les passéistes, ce n'est pas nous, ce sont tous ceux qui veulent ce bouleversement urbain pour en faire un symbole, sans réfléchir aux conséquences. On a déjà fait de telles erreurs par le passé.»

Liliane Roskopf, membre de l'association pétitionnaire, voit



Le quartier de l'Étoile, en août 2025. On y voit la construction de la tour Pictet. Des tours beaucoup plus hautes pourraient y pousser et dessiner une nouvelle centralité de Genève. Laurent Guiraud

«On ne construit pas ces tours de haut standing pour la population locale, mais pour répondre à une demande d'investissements dans une Genève qui est un pôle financier.»

Miguel Bueno
Membre de l'association pétitionnaire

dans ces projets de tours une manifestation de plus de la démesure. Sa critique s'étend au projet du PAV dans son ensemble: «À force d'empiler les gens dans des immeubles XXL, on finit par créer des problèmes sociaux. On verra d'ailleurs ce que cela donnera dans le nouveau quartier hyperdense des Vernets.»

«Une course en avant»

La militante pointe aussi le double discours du Canton sur la construction écologiquement responsable: «D'un côté, on nous parle d'urgence écologique, d'efficacité énergétique, mais on sait très bien que les gratte-ciel sont de gros consommateurs de béton et d'acier, avec un lourd bilan carbone.»

Genève a besoin de logements, et construire à la verticale, n'est-ce pas une évolution logique sur

un territoire exigu? Un argument balayé. «Il ne faut pas se leurrer, le manque de logements pour la population sera toujours là, parce que la logique, c'est la course en avant, observe Miguel Bueno, également membre de l'association pétitionnaire. On ne construit pas ces tours de haut standing pour la population locale, mais pour répondre à une demande d'investissements dans une Genève qui est un pôle financier.»

Peu d'écoute

La critique des associations de défense du patrimoine porte plus globalement sur le déficit de vision et de vraie concertation au sujet du PAV. Leïla el-Wakil évoque «une politique de la table rase et un bétonnage sans réflexion sur les attentes de la population».

Un discours répété inlassablement depuis des années. Mais avec quel effet concret à l'échelle politique, sinon celui du poil à gratter? En septembre dernier, le candidat porteur de ce débat et lancé dans la course à la succession d'Antonio Hodgers au Conseil d'État a fait 2500 voix dans les urnes. Et une pétition, aujourd'hui, munie de 1000 signatures seulement...

La présidente de SOS Patrimoine CEG reconnaît qu'il est difficile de se faire entendre face à l'alliance de différents intérêts. «Mais nous ne baissons pas les bras. Voyez le vote sur le projet des Cherpines. La population commence à bien cerner les enjeux de la densification. Quelle Genève voulons-nous? Notre pétition sur les tours n'est qu'une première étape, nous envisageons de lancer une initiative contre le projet.»